

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Le ministre d'Etat

Paris, le 15 FEV. 2019

Objet : à l'attention des signataires de « l'Affaire du siècle »

Vous êtes plus de deux millions à avoir signé la pétition de « l'Affaire du siècle ». C'est historique.

Je salue cette mobilisation d'une importance inégalée et partage votre impatience, votre aspiration à aller plus vite, plus loin, plus fort pour le climat.

Depuis le Grenelle de l'environnement de 2007, la France s'est mobilisée pour répondre à l'urgence climatique. Le gouvernement actuel est sans nul doute celui qui a poussé l'ambition la plus haute en fixant dès le début du quinquennat l'objectif d'atteindre zéro émission de CO<sub>2</sub>, soit la « neutralité carbone », d'ici 2050. Depuis, nous nous donnons les moyens de l'atteindre.

Des interrogations existent sur notre mobilisation dans cette bataille. Pour vous l'exposer de la manière la plus précise possible, je joins à ce courrier un exposé étayé de l'ensemble des actions menées par l'Etat en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

A l'évidence, cette action devra être complétée, prolongée, et amplifiée dans la durée.

L'enjeu climatique doit devenir la nouvelle matrice de nos politiques publiques, en matière d'économie, de logement, de transports et d'agriculture.

Nous vivons aujourd'hui un « Etat d'urgence climatique » que nul ne conteste. Mais les moyens à mettre en œuvre pour répondre à cette urgence sont loin de susciter une adhésion évidente et systématique de la part des citoyens :

La taxe carbone est un outil nécessaire pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Mais, vous le savez, la fiscalité écologique rencontre de nombreuses oppositions.

Le développement des énergies renouvelables est indispensable pour rendre notre modèle énergétique plus vertueux. Et pourtant, chaque éolienne, chaque méthaniseur, chaque chaufferie à bois, rencontre son lot d'oppositions, y compris parmi les défenseurs de l'environnement.

En matière d'écologie, les objectifs sont nécessaires mais pas suffisants. Notre responsabilité collective, c'est donc de créer les conditions pour que l'ensemble de la société s'empare du défi climatique, se mette en mouvement pour cette transition. Ce défi engage l'Etat bien sûr, mais également les collectivités, les entreprises, les associations, et chaque citoyen au niveau de son comportement individuel.

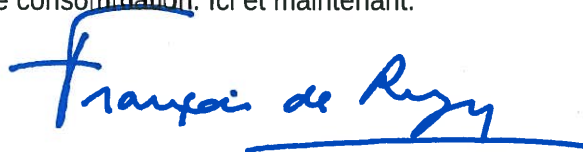
Si les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre le réchauffement climatique se heurtent encore à des résistances et à des hostilités franches, c'est parce qu'ils bousculent nos modes de vie, nos manières de consommer, de travailler, de nous déplacer. C'est également parce qu'ils souffrent d'idées reçues, de campagnes orchestrées et de conservatismes nichés dans toutes les strates de la société.

Pour surmonter ces conservatismes et dépasser ces clivages, nous devons écouter, rassembler et mener une bataille de conviction sans précédent, partout où les résistances demeurent, auprès de chaque Français. Parce que le climat est bien « notre affaire à tous ». Parce que la transition écologique doit être partagée pour être efficace à grande échelle.

Depuis un peu moins d'un mois, le Président de la République et le gouvernement ont lancé le Grand Débat National. Aux quatre coins du pays, des Français de tous les horizons expriment leurs attentes, confrontent leurs points de vue, débattent des choix collectifs qu'ils sont prêts à s'appliquer individuellement. La transition écologique est l'un des quatre thèmes de ce grand débat.

Cet exercice inédit est l'occasion d'échanger, de convaincre et d'entraîner les Français vers des solutions nouvelles. C'est dans cet esprit que je rencontrerai prochainement plusieurs délégations de signataires de la pétition. Cette mobilisation inédite doit être l'acte de naissance d'une dynamique sociétale collective. Elle doit se prolonger à tous les niveaux, par un travail de conviction et de propositions.

Nous vivons un moment décisif, et la mobilisation de chacune et de chacun compte. Nous ne devons plus seulement rassembler autour de constats et nous contenter d'alertes. Nous devons réunir autour d'actes, de changements de comportements et de nouveaux choix de production, d'investissement et de consommation. Ici et maintenant.

A handwritten signature in blue ink that reads "François de Rugy". The signature is written in a cursive style and is underlined with a single horizontal stroke.

François de RUGY